**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC D'ANTOINE-LABELLE
COMITÉ ADMINISTRATIF**

Procès-verbal du comité administratif de la MRC d'Antoine-Labelle, tenu à la salle des Préfets, édifice Émile-Lauzon, 405, rue du Pont à Mont-Laurier, le 9 mars 2023, à 13 h 30, la séance ordinaire ayant été convoquée selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

Sont présents et forment le quorum requis :

M. Daniel Bourdon, préfet
Mme Colette Quevillon, membre
M. Pierre Flamand, membre
M. Denis Lacasse, membre
M. Yves Bélanger, membre

Est absent :

M. Normand St-Amour, préfet suppléant

Mme Emmanuelle Marcil, directrice générale adjointe par intérim et greffière-trésorière adjointe par intérim, et Mme Karine Labelle, adjointe administrative à la direction générale, sont également présentes.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le préfet, M. Daniel Bourdon, ouvre la séance à 13 h 42.

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16472-03-23

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'adopter l'ordre du jour tel que présenté.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16473-03-23

AJOURNEMENT

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'ajourner la séance pour 5 minutes. Il est 13 h 45.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16474-03-23

RÉOUVERTURE

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité de rouvrir la séance. Il est 13 h 50.

ADOPTÉE

AGENDA DES RÉUNIONS ET DES PROCHAINES SÉANCES

Les membres du Comité administratif prennent connaissance des prochaines rencontres prévues à l'agenda pour les mois de mars et avril 2023.

ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16475-03-23

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 7 FÉVRIER 2023

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 7 février 2023 tel que rédigé.

ADOPTÉE

SERVICES FINANCIERS

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16476-03-23

REGISTRES DE CHÈQUES GÉNÉRAL ET DES SALAIRES - FÉVRIER 2023

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt les registres de chèques suivants :

- le registre de chèques général, portant les numéros 60254 à 60387, totalisant 1 479 023.83 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 28 février 2023. Le chèque numéro 59685, daté du 12 octobre 2022 au montant de 40.23 \$ a été annulé et remplacé par le chèque numéro 60318, daté du 2 février 2023 au même montant. Le chèque numéro 60313 a été annulé;
- le registre de chèques des salaires, portant les numéros 521285 à 521301 (élus), les numéros 521233 à 521284 (employés), et les numéros 521302 à 521351 (employés), totalisant 157 569.50 \$, tous en dépôts bancaires et portant sur la période du 1^{er} au 28 février 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16477-03-23

REGISTRE DES PRÉLÈVEMENTS - FÉVRIER 2023

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre des prélèvements, portant les numéros 242 à 248, totalisant 117 260.19 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 28 février 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16478-03-23

LISTE DES VIREMENTS BANCAIRES | FONDS D'INVESTISSEMENT - FÉVRIER 2023

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'accepter telle que déposée la liste des virements bancaires quant au Fonds d'investissement pour février 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16479-03-23

REGISTRE DE CHÈQUES DE LA COUR MUNICIPALE - FÉVRIER 2023

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques de la Cour

municipale, portant les numéros 1556 à 1562, totalisant 8 603.39 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 28 février 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16480-03-23

REGISTRE DE CHÈQUES DES TPI - FÉVRIER 2023

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques des TPI, portant les numéros 1450 à 1453, totalisant 9 405.61 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 28 février 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16481-03-23

COMPTES À RECEVOIR DE 60 JOURS ET PLUS

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé, sujet à vérification, l'état des comptes à recevoir de 60 jours et plus, totalisant des soldes impayés de 4 150.23 \$, incluant les intérêts, au 28 février 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16482-03-23

RAPPORT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA PETITE CAISSE

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt, sujet à vérification, le rapport des dépenses effectuées par la petite caisse, totalisant 183.05 \$ au 8 février 2023.

ADOPTÉE

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

RAPPORT DU PRÉFET

Le préfet, M. Daniel Bourdon, mentionne ses dernières activités et rencontres depuis la dernière séance du comité administratif. Il informe entre autres les membres de sa rencontre avec le ministre des Services sociaux, M. Lionel Carmant, et M. Michel Bolduc, directeur général de la Maison Lyse-Beauchamp.

RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

La directrice générale adjointe par intérim informe les membres du Comité administratif des activités de la direction générale depuis la dernière séance, à savoir :

Administration générale :

- Début du processus de vente pour taxes 2023

IHV :

- Rencontre avec la CTAL | 9 février 2023
- Réunion de coordination - MRC – redevances avec YRH | 10 mars 2023

Ressources humaines :

- Coordination d'une formation en cybersécurité

Développement culturel :

- Table de travail Politique culturelle et patrimoniale | 1^{er} mars 2023
- Lancement spectacle jeunesse

Patrimoine immobilier :

- Finalisation projet cahier à colorier
- Rencontre pour la Gare de Rivière-Rouge | 3 mars 2023

Parc linéaire :

- Rencontre MTQ projet travaux route 117 Lac-Saguay | 8 février 2023
- Rencontre MTQ projet travaux route 117 Lac-Saguay, Nominique, Rivière-Rouge | 20 février 2023
- Planification stratégique Corporation PTDN | 7 mars 2023
- Échanges MTQ pour autorisation de travaux sur certains tabliers de ponts

Gare de Mont-Laurier :

- Rencontre MCC étude valeur patrimoniale | 2 mars 2023

Fonds régions et ruralité (FRR)**Volet 3 (Signature innovation)**

- Rencontre – Boucles de connexions durables avec les parcs régionaux et le CLD, Firme, FRR volet 3 | 9 février 2023
- Rencontre avec le MAMH | 13 février 2023
- Rencontre du comité directeur, FRR volet 3 | 16 février 2023

Volet 4 (Soutien à la vitalisation)

- Préparation de la rencontre du comité de vitalisation
- Préparation du rapport annuel - Vitalisation
- Rencontre du comité consultatif FRR, volet 4 | 8 février 2023

Autres :

- Comité de sécurité publique | 14 février 2023
- Rencontre avec le directeur de la CDCHL – Suite quant à la réflexion sur les comités | 14 février 2023
- Rencontre DG8 | 17 février 2023
- Séance de travail et séance du Conseil de la MRC | 21 février 2023
- Présentation MRC participante et état de situation du projet « J'arrive » | 22 février 2023
- Début de la coordination du Lac-à-l'épaule et rencontre de démarrage | 23 février 2023
- Commission d'aménagement | 28 février 2023
- Rencontre UPA local et présentation LPTAA | 28 février 2023
- Coordination de la rencontre avec Hydro-Québec du 21 mars 2023
- Comité directeur Entente sectorielle bioalimentaire | 7 mars 2023
- Coordination de la rencontre des visiteurs avec le Conseil de la MRC du 9 mars 2023

**RAPPORT SUR L'APPLICATION DES RÈGLEMENTS NUMÉRO 359
ET 482**

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'adopter le rapport sur l'application des règlements numéro 359 et 482 couvrant la période du 7 février 2023 au 9 mars 2023.

ADOPTÉE

CORRESPONDANCE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

PROVENANCE

SUJET

MTMD	Avis de récupération – PADTC V 2.2.1 (2021) – MRC d'Antoine-Labelle
Loisirs Laurentides Contribuable	Portfolio 2023-2023 Suivi Avis de résiliation de la permission d'occupation – Maison du Pacifique
MRC d'Argenteuil	Transmission du projet de PGMR 2023-2030_Version bonifiée
PGMR	Accusé de réception - Règlement # 520 Plan de gestion des matières résiduelles conjoint des MRC d'Antoine-Labelle et des Laurentides
DRDSL	Suivi Démarche régionale en développement social – Rencontre du 27 janvier 2023 (Démarche régionale en développement social Laurentides)
MTMD	Compte-rendu de la présentation du 25 janvier 2023 concernant l'avancement du projet d'élargissement de la route 117 entre Labelle et Rivière-Rouge
MAMH	Règlement 519 – 23e modification du SADR Entrée en vigueur du règlement
Ville de Rivière-Rouge	Vente pour non-paiement de l'impôt foncier 2023
Mun. Sainte-Anne-du-Lac Mun. Nominique	Vente pour taxes Transmission de la liste officielle – VPT 2023
Mun. Chute-Saint-Philippe	Liste officielle – Vente des immeubles pour non-paiement de l'impôt foncier 2023
Mun. Lac-Saint-Paul	Résolution #029-02-2023 : Résiliation entente ingénierie MRCAL
Ass. mise en valeur protec. LDE	Demande de rencontre avec maires et mairesses Travailler ensemble pour sauvegarder la valeur de nos lacs
Assurance Jones inc.	Suivi Avis de résiliation de la permission d'occupation – Maison du Pacifique
Mun. Lac-des-Écorces RIDL	Vente pour non-paiement de l'impôt foncier Invitation – Rencontre avec M. Bourdon, Mme Mayer et les membres du comité de suivi du plan de gestion des matières résiduelles de la MRCAL
MAMH	Invitation – Tournée régionale de la ministre des Affaires municipales

MTMD

FQM
FQM

Résolution 2022-06-11 : Municipalité de
Lac-Saguay
Bail signé | Service d'ingénierie et MRCAL
Entente de cession du personnel et des
équipiers du service d'ingénierie de la
MRCAL – signature

TRAITEMENT DES CONSTATS D'INFRACTION ÉMIS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

La directrice générale adjointe par intérim informe les membres du comité administratif que le syndicat des agents de la Sûreté du Québec (SQ) a débuté des moyens de pression depuis le 23 février 2023, et ce, pour une durée indéterminée. À cet effet, les policiers ne remettent plus les constats d'infraction aux contrevenants lors de l'infraction. Ceci implique que la MRC doit signifier par elle-même les constats d'infraction. Cette situation engendre des frais supplémentaires pour la MRC et une surcharge de travail du personnel. Les membres sont informés que la situation sera soulevée à la prochaine rencontre du comité de sécurité publique de la MRC, prévue le 18 avril 2023 et que ce point sera également traité lors d'une prochaine séance du Conseil de la MRC.

DEMANDE D'APPUI DU CENTRE DE PLEIN AIR MONT-LAURIER QUANT À LA CONSTRUCTION D'UN CHALET D'ACCUEIL

Les membres du comité administratif prennent connaissance de la demande d'appui du Centre de Plein Air Mont-Laurier (CPAML) quant à la construction d'un chalet d'accueil. Suivant les discussions, il est décidé de ne pas donner suite à cette demande d'appui.

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16484-03-23

DEMANDE D'APPUI DE LA MRC DE ROUSSILLON QUANT À LA DEMANDE DE REPORT DU PROGRAMME DE LA TAXE SUR L'ESSENCE ET DE LA CONTRIBUTION DU QUÉBEC (TECQ) 2019- 2023

ATTENDU la demande d'appui de la MRC de Roussillon quant à la demande de report du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023, aux termes de la résolution 2023-02-61;

ATTENDU QU'une entente a été signée le 23 juin 2014 entre les gouvernements du Québec et du Canada relativement au transfert aux municipalités du Québec d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec pour leurs infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures;

ATTENDU QUE chaque municipalité devait déposer au ministère des Affaires municipales une programmation de travaux constituée de la liste des travaux admissibles à effectuer et dûment accompagnée d'une résolution de son conseil municipal entérinant ces travaux;

ATTENDU QU'en juin 2019, le gouvernement du Québec annonce le renouvellement du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023 et les sommes globales disponibles;

ATTENDU QUE les municipalités ont jusqu'au 31 décembre 2023 pour compléter les travaux ou des dépenses admissibles;

ATTENDU QUE la pandémie, le taux de roulement du personnel, les problèmes rencontrés avec les fournisseurs, le prix des appels d'offres trop élevé, le report des travaux et la pénurie de main-d'œuvre ne permettront pas aux municipalités de réaliser les travaux prévus à leur programmation d'ici 31 décembre 2023;

ATTENDU QU'en l'absence de révision du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2019-2023 afin de permettre une année supplémentaire aux municipalités pour exécuter les travaux prévus à leur programmation, les citoyens seraient privés de rénovation ou de construction d'infrastructures essentielles à leur sécurité;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité d'appuyer la MRC de Roussillon et de demander aux gouvernements du Québec et du Canada de réviser le programme de la TECQ 2019-2023 afin d'accorder une année supplémentaire aux municipalités pour exécuter les travaux prévus à leur programmation;

Il est de plus résolu qu'une copie de la présente résolution soit transmise à Mme Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales du Québec, M. Dominic LeBlanc, ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités du Canada, Mme Chantale Jeannotte, députée provinciale de Labelle, Mme Marie-Hélène Gaudreau, députée fédérale de Laurentides-Labelle, à l'Union des municipalités du Québec; à la Fédération québécoise des municipalités ainsi qu'à l'ensemble des MRC du Québec.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16485-03-23

DEMANDE DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS (MCC) ET SUIVI QUANT À L'ÉTUDE DE LA VALEUR PATRIMONIALE DE LA GARE

ATTENDU la demande d'avis de démolition pour la Gare de Mont-Laurier qui a été soumise au ministère de la Culture et des Communications (MCC);

ATTENDU que le MCC dispose de 90 jours suivant réception de ladite demande pour procéder à son analyse;

ATTENDU que le MCC souhaite obtenir une étude de la valeur patrimoniale de la Gare avant de se prononcer sur la demande de démolition;

ATTENDU que le MCC propose une aide financière de 20 000\$ à la MRC pour la soutenir financièrement dans la réalisation d'une telle étude;

ATTENDU que les délais pour réaliser une telle étude sont supérieurs au délai que dispose le MCC pour se prononcer sur la demande d'avis de démolition;

ATTENDU qu'il y a lieu de recommander au conseil de la MRC de retirer la demande d'avis de démolition afin de permettre la réalisation de l'étude de la valeur patrimoniale et être en mesure de prendre acte des conclusions qui seront avancées;

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'autoriser la directrice générale ou la directrice générale adjointe par intérim à signer tout document pour et au nom de la MRC d'Antoine-Labelle à l'égard de l'aide financière pour l'étude de la valeur patrimoniale.

Il est de plus résolu à l'unanimité de recommander au conseil de la MRC de retirer la demande d'avis de démolition pour permettre la réalisation de l'étude.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16486-03-23

DEMANDE D'APPUI FINANCIER DE COALITION SANTÉ LAURENTIDES

ATTENDU la modification du tableau du Fonds régions et ruralité (FRR), volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional, aux termes de la résolution MRC-CA-16358-11-22;

ATTENDU la demande d'aide financière de la Coalition Santé Laurentides (CSL), au montant de 3 000 \$;

ATTENDU que les objectifs principaux de la CSL sont :

- Obtenir des engagements fermes du gouvernement du Québec quant à l'actualisation des budgets en dollars de 2023 pour les projets qui ont été annoncés en 2019, soient Saint-Jérôme (450 M\$), Saint-Eustache (250 M\$) et Mont-Laurier (82 M\$);
- Assurer la mise en place d'actions concrètes menant à la réalisation des prochaines phases de travaux dans les hôpitaux de Saint-Jérôme, Saint-Eustache et Mont-Laurier, et pour la mise à niveau des centres hospitaliers de Sainte-Agathe-des-Monts, Lachute et Rivière-Rouge;
- Sensibiliser le gouvernement du Québec quant à la mise à niveau du site locatif du Centre de santé et de services sociaux (CLSC) de Mont-Tremblant;
- Soutenir financièrement et de façon récurrente le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSS des Laurentides) afin de mettre en place des mesures transitoires pour pallier des besoins urgents, et ce, jusqu'à la réalisation des grands projets tels que Mont-Laurier, Saint-Jérôme et Saint-Eustache;
- Confirmer l'ouverture d'un bureau de projet dédié uniquement à la région des Laurentides;
- Assurer un rattrapage des effectifs pour l'ensemble des professionnels de la santé, notamment pour les médecins.

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité de recommander au Conseil de la MRC d'accepter la demande d'aide financière de la Coalition Santé Laurentides (CSL) au montant de 3 000 \$ et d'autoriser les services financiers à verser cette somme à la CSL, via le Fonds régions et ruralité (FRR), volet 2 pour l'année financière 2023.

Il est de plus résolu de modifier la résolution du comité administratif du 10 novembre 2022 (MRC-CA-16358-11-22) afin d'y ajouter la recommandation de contribution de 3 000 \$ à la CSL pour l'année 2023 aux contributions du FRR volet 2.

ADOPTÉE

SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

RAPPORT DU DIRECTEUR DE SERVICE

M. Jocelyn Campeau, directeur du service de l'aménagement du territoire, est présent. Au cours du dernier mois, les principales activités du service de l'aménagement du territoire ont porté sur :

Calendrier des rencontres

- Comité consultatif de vitalisation-analyse des projets | 8 février
- Webinaire Expropriation déguisée revue jurisprudence | 9 février
- Projet Vision municipale du PATP | 14 février
- Commission d'aménagement | 15 février
- Forum PRMHH | 21 février
- Forum des communautés forestières | 22 février
- CAR-aménagement du MAMH | 23 février
- Rencontre de démarrage – Lac-à-l'épaule | 23 février
- Commission d'aménagement | 28 février
- Rencontre interministérielle – PRPB | 28 février
- Rencontre UPA et présentation de la LPTAAQ | 28 février
- Rencontre projet Vivre en ville/inondations Ville de Mont-Laurier | 1^{er} mars
- Analyse de soumissions et comité de sélection PIIRL | 2 mars
- Rencontre de préparation comité de chemin MRNF | 7 mars

Aménagement du territoire

- PDZA : projet de plan d'action et de vision en rédaction – rencontre CCA et comité PDZA à venir
- PACC : Vision stratégique, grands enjeux et objectifs – atelier #5 le 26 avril
- SADR – Périmètres urbains/cartographie et argumentaires
- En réparation de la rencontre STDG pour les besoins en urb-inspections
- Cours d'eau
 - Finalisation rapport pour travaux d'aménagement cours d'eau lac Vert NOM-RR
 - Suivis problématique lac Hamel SAL
 - Deschambault : Autorisation environnementale obtenue, finalisation des projets d'entente pour signature avec la municipalité (travaux été 2023)
- Sablières :
 - Demande de report du délai pour finaliser la restauration de la sablière 31J11 (reboisement) / délai obtenu
 - Demandes de prix pour restauration sablière Lac-Douaire (en cours)

Gestion (ententes et conventions)

Baux de villégiature | sable et gravier

- Suivi nouveau BEX Lac Marsan – envoi résolution au MRNF
- Suivi dossier minier – rencontre à venir

TPI | Territoire public intramunicipal

Foncier

- Dossier échange – Notre-Dame-de-Pontmain | nouveau rapport d'évaluation reçu
 - Accepté par le MRNF
 - En attente de l'autorisation de procéder

Forestier

- Suivi des travaux du chantier lac des Tourtes à Notre-Dame-de-Pontmain ;
- Scénarios de récupération du chablis et l'aménagement des blocs du TPI à Rivière-Rouge, près de l'érablière Lachapelle et du chantier Gargantini (CMRVRR);
- Rencontre en prévision de l'offre de contingent relève 2023 dans les Laurentides (15 avril au 15 juin);

du schéma d'aménagement révisé de la MRC d'Antoine-Labelle et des dispositions de son document complémentaire.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16488-03-23

DEMANDE DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT POUR UNE PARTIE DE COURS D'EAU SANS NOM - LAC VERT (MUNICIPALITÉ DE NOMININGUE ET VILLE DE RIVIÈRE-ROUGE)

ATTENDU la demande de la municipalité de Nomingue et de la Ville de Rivière-Rouge dans leurs résolutions respectives (2022.12.411 et 042/01-02-2023) quant à une demande d'intervention dans un cours d'eau traversant les lots 5 734 269, 5 734 274 et 5 995 921, cadastre du Québec, circonscription foncière de Labelle;

ATTENDU que la demande consiste à procéder à des travaux d'aménagement dans une partie du cours d'eau sans nom se jetant dans le lac Vert;

ATTENDU l'entente intermunicipale relative à la gestion des cours d'eau et à la réalisation de travaux d'aménagement;

ATTENDU que cette entente prévoit notamment la possibilité pour une municipalité de demander une autorisation pour ce type de travaux;

ATTENDU la recommandation d'acceptation favorable des travaux contenue dans le rapport # A-2023-NOM-RR-01 de l'employée régionale désignée des cours d'eau de la MRC d'Antoine-Labelle daté du 9 février 2023;

ATTENDU que la municipalité de Nomingue et la Ville de Rivière-Rouge s'engagent financièrement, par résolution, dans le processus d'aménagement dudit cours d'eau;

ATTENDU que la municipalité de Nomingue et la Ville de Rivière-Rouge devront soumettre à la MRC tous les documents (plans, devis, rapports, etc.) nécessaires à l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt le rapport d'analyse de l'employée régionale désignée des cours d'eau de la MRC d'Antoine-Labelle daté du 9 février 2023 et d'accepter la demande d'aménagement dans une partie du cours d'eau sans nom, conditionnellement à la réception des autorisations requises.

Il est de plus résolu à l'unanimité qu'un projet d'entente avec la municipalité de Nomingue, la Ville de Rivière-Rouge et la MRC d'Antoine-Labelle soit ultérieurement présenté pour approbation au Conseil de la MRC d'Antoine-Labelle.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16489-03-23

MANDAT À LA FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS (FQM) POUR LA MISE EN PLAN DU RELEVÉ D'UN COURS D'EAU SANS NOM (LAC VERT), NOMININGUE ET RIVIÈRE-ROUGE

ATTENDU que la municipalité de Nomingue et la ville de Rivière-Rouge veulent réaliser des travaux d'aménagement dans une partie du cours d'eau sans nom dans le secteur du lac Vert;

ATTENDU que les relevés d'arpentage ont été réalisés à l'automne 2022;

ATTENDU que la mise en plan est nécessaire pour réaliser les différents documents nécessaires à l'obtention des autorisations environnementales et fauniques et à l'exécution des travaux;

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'autoriser la mise en plan des relevés d'arpentage du cours d'eau sans nom situé dans le secteur du lac Vert dans la municipalité de Nomingue et la ville de Rivière-Rouge et illustré au plan annexé à la présente.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16490-03-23

REMBOURSEMENT DE BAUX 2021 ET 2022 | PARC RÉGIONAL DE LA MONTAGNE DU DIABLE

ATTENDU le dépôt des demandes présentées par le Parc régional de la Montagne du Diable, datées du juillet 2022 et du 14 décembre 2022, quant au remboursement des sommes versées à la MRC pour les baux détenus par le parc;

ATTENDU qu'en vertu de l'entente de délégation de gestion foncière intervenue avec le MRNF, la MRCAL est responsable de recevoir les montants versés par le parc régional pour diverses occupations du territoire public;

ATTENDU que les montants versés sont de 9 941 \$ pour l'année 2021 et de 10 097 \$ pour l'année 2022 et que ces montants ont été préservés dans le Fonds de mise en valeur des parcs régionaux de la MRC d'Antoine-Labelle;

ATTENDU l'adoption de la Politique de gestion des fonds de mise en valeur des parcs régionaux de la MRC d'Antoine-Labelle le 27 août 2013 (résolution MRC-CC-11039-08-13);

ATTENDU que l'objectif premier du Fonds de mise en valeur est de soutenir le développement des parcs régionaux de la MRCAL;

ATTENDU l'analyse et la recommandation favorable du service de l'aménagement du territoire;

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'autoriser les services financiers à verser une somme totale de 20 038 \$ au Parc régional de la Montagne du Diable à titre de remboursement des baux payés en 2021 et 2022, le tout à même le fonds de développement des parcs régionaux.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16491-03-23

REDDITION DE COMPTE 2022 - ZONE D'INTERVENTION SPÉCIALE

ATTENDU le décret 817-2019 publié le 15 juillet 2019 à la Gazette officielle du Québec pour la mise en place d'une zone d'intervention spéciale (ZIS) afin de favoriser une gestion plus rigoureuse des zones inondables;

ATTENDU que le décret prévoit qu'une reddition de compte doit être effectuée par la MRC auprès du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) démontrant l'administration de la ZIS effectuée sur le territoire de la MRC;

ATTENDU que le rapport présente l'état de la situation sur le territoire au 28 février 2022;

ATTENDU que les municipalités visées par la ZIS ont soumis au service de l'aménagement du territoire, l'information nécessaire pour produire cette reddition de compte;

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt le rapport présentant l'état de la situation au 1er janvier sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle et transmettre le tout au MAMH conformément aux dispositions du décret 817-2019.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16492-03-23

**DÉPÔT DU BILAN DU 1ER MARS 2022 AU 31 DÉCEMBRE 2022 DES
AUTORISATIONS DÉLIVRÉES SELON LE RÉGIME TRANSITOIRE**

ATTENDU le Règlement concernant la mise en œuvre provisoire des modifications apportées par le chapitre 7 des lois de 2021 en matière de gestion des risques liés aux inondations, communément appelé "Régime transitoire", est entré en vigueur le 1^{er} mars 2022;

ATTENDU que le Régime transitoire prévoit que la MRC doit produire un bilan, pour chaque municipalité locale de son territoire, des autorisations ayant été délivrées par type de milieu hydrique, incluant la classe de zone inondable ;

ATTENDU que le bilan présente l'état de la situation sur le territoire du 1^{er} mars au 31 décembre 2022;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter pour dépôt le bilan présentant les autorisations délivrées selon le régime transitoire pour la période du 1er mars 2022 au 31 décembre 2022 sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle et de diffuser le tout sur le site internet de la MRC, conformément à l'article 14 du Règlement concernant la mise en œuvre provisoire des modifications apportées par le chapitre 7 des lois de 2021 en matière de gestion des risques liés aux inondations.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16493-03-23

**AUTORISATION DE SIGNATURE POUR LA VENTE
D'ORTHOPHOTOS**

ATTENDU que la MRC a réalisé avec quatre (4) autres MRC de la région des Laurentides (Argenteuil, Laurentides, Pays-d'en-Haut et Rivière-du-Nord) un processus d'acquisition de nouvelles photos aériennes au printemps 2022;

ATTENDU qu'une grille tarifaire uniformisée a été adoptée (résolution MRC-CA-16348-11-22) et prévoit les règles entourant la distribution des données;

ATTENDU qu'il y a lieu qu'une convention d'utilisation écrite soit établie avec tout acquéreur des données;

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'autoriser le directeur du service de l'aménagement du territoire, ou la directrice adjointe du service de l'aménagement du territoire, à signer, pour

et au nom de la MRC d'Antoine-Labelle, toute convention d'utilisation requise advenant une demande d'acquisition desdites données.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16494-03-23

DEMANDE AU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DES FORÊTS (MRNF) | AJOUT D'UN SECTEUR DE TERRITOIRE PUBLIC À LA LISTE DES LOTS CONTENUS À LA CONVENTION DE GESTION TERRITORIALE DU TERRITOIRE PUBLIC INTRAMUNICIPAL DE LA MRC D'ANTOINE-LABELLE

ATTENDU que le secteur connu et désigné sous le nom de chantier « Jarret de chien », constitué des anciens lots 43, 44, 45, 46 et 47, du rang 3, à l'est du chemin Maison-de-Pierre, dans la municipalité de L'Ascension est actuellement sous la juridiction du ministère des Ressources naturelles et des Forêts;

ATTENDU que ce secteur se trouve en situation d'enclave entre le chemin Maison-de-Pierre, la rivière Rouge, une ligne électrique de haute tension et des terrains privés et que de ce fait il se trouve isolé des grands tenants de territoires publics ;

ATTENDU que cette partie de territoire est amplement fréquentée par de multiples utilisateurs dont des sentiers de VTT, des pistes pour la pratique de randonnées enduros de moto-cross et également utilisées par les villégiateurs de l'Association coopérative sport plein air des Mille Îles (camping);

ATTENDU que la MRC d'Antoine-Labelle collabore déjà avec la municipalité de L'Ascension pour l'utilisation récréative de ses territoires publics intramunicipaux (TPI), lots 53 et 54, du rang 3 et qu'elle souhaite également procéder à la mise en valeur de ce secteur à des fins d'utilisation récréative et communautaire ;

ATTENDU que ce territoire correspond aux caractéristiques d'un TPI et que son utilisation actuelle et future répond aux objectifs fixés dans la convention de gestion territoriale (CGT), soit de faire contribuer davantage le TPI à la revitalisation, à la consolidation et au développement socio-économique de la région et des collectivités locales;

ATTENDU que l'utilisation de ce secteur vise également la mise en valeur de façon optimale et intégrée des possibilités qu'offre le territoire, en conformité avec les préoccupations et les besoins locaux et régionaux;

ATTENDU la proximité du secteur concerné avec le noyau villageois de L'Ascension;

ATTENDU la présence d'un milieu humide d'importance répertorié dans le plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de la MRC et que l'affectation désignée de ce milieu est la conservation;

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité que la MRC d'Antoine-Labelle appui la demande de la municipalité de L'Ascension et demande au MRNF d'ajouter le secteur connu et désigné comme étant le chantier « Jarret de chien » à la liste de lots contenue à la

convention de gestion territoriale des TPI signée entre la MRC et le gouvernement du Québec.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16495-03-23

**TPI | DÉPÔT DU BILAN FINAL DU PROJET DE BANQUE DE TERRES
À VOCATION ACÉRICOLE**

ATTENDU que dans le cadre du programme « Priorités bioalimentaires – volet 2 » du ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation du Québec (MAPAQ), la MRC a obtenu une aide financière pour la réalisation de son projet de développement d’une banque de terres à vocation acéricole;

ATTENDU qu’un rapport final décrivant les objectifs et faits saillants, les résultats significatifs pour le secteur, les applications possibles pour l’industrie et/ou les suivis à donner, la visibilité donnée au projet et à ses résultats ainsi que la présentation de cas types doit être transmis au MAPAQ afin de respecter les conditions liées à l’aide financière;

ATTENDU que le service de l’aménagement du territoire de la MRC d’Antoine-Labelle a réalisé le rapport final conformément aux attentes du MAPAQ, lequel présente les résultats concluants du projet;

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l’unanimité d’accepter tel que déposé le rapport final du projet de banque de terres à vocation acéricole et de le transmettre au MAPAQ pour fins d’acceptation.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16496-03-23

**DÉPÔT ET AUTORISATION DE SIGNATURE POUR L'ENTENTE DE
FOURNITURE DE SERVICES PROFESSIONNELS PAR LA MRC
D'ANTOINE-LABELLE À LA MRC PONTIAC AUX FINS DE SOUTIEN
TECHNIQUE EN GÉOMATIQUE**

ATTENDU que la *Loi sur la sécurité incendie* impose aux MRC la responsabilité d’élaboration un Schéma de couverture de risques en sécurité incendie (SCRSI) afin de mieux encadrer et d’améliorer la prévention, l’intervention et la planification en matière de sécurité incendie sur leur territoire de compétences;

ATTENDU que dans le cadre de ses responsabilités, la MRC d’Antoine-Labelle a créé une carte d’optimisation du territoire pour rencontrer les exigences des orientations du ministre de la Sécurité publique (MSP);

ATTENDU que la MRC Pontiac a entamé la révision de son SCRSI et souhaite se prévaloir d’une carte d’optimisation du territoire;

ATTENDU que la MRC d’Antoine-Labelle dispose de ressources professionnelles permettant d’offrir un soutien technique en géomatique et que la MRC Pontiac désire conclure une entente intermunicipale de fourniture de services professionnels visant à la soutenir dans l’élaboration d’outils géomatiques en incendie ;

ATTENDU qu’il s’avère nécessaire de fixer les modalités administratives de cette entente de services;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposée l'entente de fourniture de services professionnels relative au soutien technique pour l'élaboration d'outils géomatiques en incendie et d'autoriser le préfet et la directrice générale ou la directrice générale par intérim à signer, pour et au nom de la MRC d'Antoine-Labelle, l'entente de fourniture de services professionnels pour l'élaboration d'outils géomatiques en incendie avec la MRC Pontiac.

ADOPTÉE

ADMINISTRATION DES TERRITOIRES NON ORGANISÉS

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16497-03-23

REGISTRE DE CHÈQUES DES TNO - FÉVRIER 2023

Il est proposé par M. Denis Lacasse, appuyé par M. Pierre Flamand et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre de chèques des TNO, portant les numéros 9077 à 9091, totalisant 39 245.47 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 28 février 2023. Les chèques numéro 9086 et 9088 ont été annulés.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16498-03-23

REGISTRE DES PRÉLÈVEMENTS DES TNO - FÉVRIER 2023

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'accepter tel que déposé le registre des prélèvements des TNO, portant les numéros 62 et 63, totalisant 4 398.90 \$ et portant sur la période du 1^{er} au 28 février 2023.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16499-03-23

MODIFICATION À LA RÉSOLUTION MRC-CA-16041-02-22 : DÉPÔT DU RÔLE DE PERCEPTION 2022

ATTENDU que dans la résolution MRC-CA-16041-02-22 quant au dépôt du rôle de perception 2022 des territoires non organisés il est inscrit un montant de 290 193.79 \$ représentant les dossiers d'évaluation;

ATTENDU que dans le document déposé à la séance du comité administratif du 10 février 2022, le montant inscrit représentant les dossiers d'évaluation est de 291 193.79 \$;

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité de modifier la résolution MRC-CA-16041-02-22 : Dépôt du rôle de perception 2022 afin de corriger le montant de 290 193.79 \$ pour le montant de 291 193.79 \$.

ADOPTÉE

CORRESPONDANCE DE L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES NON ORGANISÉS

Aucune correspondance n'a été reçue.

**DEMANDE D'APPUI DE LA MRC DE MATAWINIE QUANT À LA
LOCATION COURT TERME SUR BAIL DE VILLÉGIATURE**

ATTENDU la demande d'appui de la MRC de Matawinie quant à la location court terme sur bail de villégiature, aux termes de la résolution CM-02-086-2023;

ATTENDU l'entente intervenue entre le ministre de l'Énergie et des ressources naturelles (MERN) et la MRC d'Antoine-Labelle (MRCAL) dans le cadre d'une délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État;

ATTENDU que la MRCAL assure la gestion de plus de 750 baux en vertu de cette même entente;

ATTENDU que la majorité des baux de villégiature couverts par l'entente de délégation se situent en territoire non organisé (TNO);

ATTENDU que la location court terme à des fins d'hébergement touristique n'était pas autorisée sur un bail de villégiature;

ATTENDU les modifications législatives apportées par le gouvernement du Québec dans le cadre de la *Loi sur l'hébergement touristique*;

ATTENDU que cette loi vise notamment à favoriser la location court terme de résidence principale;

ATTENDU que le ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) a modifié son approche en rapport aux baux de villégiature à la suite des modifications législatives relatives à la location court terme de résidence principale et qu'il considère qu'il est désormais permis de faire de la location court terme à des fins d'hébergement touristique sur un bail de villégiature;

ATTENDU que cette interprétation soulève de sérieux enjeux en milieux isolés, dont notamment en TNO;

ATTENDU l'absence de signalisation et de points de repère pouvant compromettre les déplacements des usagers dans ces milieux;

ATTENDU que les moyens de communication sont limités ou absents sur ces mêmes territoires;

ATTENDU les délais pour la desserte en services de sécurité incendie et en soins de première ligne en milieu éloigné;

ATTENDU les enjeux pour la sécurité du public que peut représenter la location court terme à des fins d'hébergement touristique de ces lieux;

ATTENDU que la location court terme à des fins d'hébergement touristique permet désormais de générer des profits considérables sur un bail de villégiature;

ATTENDU que cette situation aura également un impact sur la valeur de revente des propriétés;

ATTENDU que cette décision pourrait également avoir des répercussions sur les municipalités locales où se trouvent aussi des baux de villégiature en terres publiques;

ATTENDU les principes d'accessibilités universelles mis de l'avant par le ministère dans le cadre du déploiement des activités sur les terres du domaine de l'État;

ATTENDU que le ministère n'a pas consulté les MRC et les partenaires avant de procéder à ces changements;

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'appuyer la MRC de Matawinie et de demander au ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) :

- De revoir son encadrement de la location court terme à des fins d'hébergement touristique sur les baux de villégiature notamment pour les milieux éloignés où la sécurité des locataires peut être compromise;
- D'assurer une prise de décision conséquence avec les mesures préconisées par le ministère;
- De consulter, impliquer et informer les MRC partenaires en amont de la prise de décision.

Il est de plus résolu de transmettre cette résolution à la ministre des Ressources naturelles et des Forêts, Mme Maité Blanchette-Vézina, à la ministre des Affaires municipales, Mme Andrée Laforest, à la députée de Labelle, Mme Chantale Jeannotte, à la Fédération québécoise des municipalités (FQM) ainsi qu'à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉE

SERVICE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

RAPPORT DU DIRECTEUR DE SERVICE

M. Guy Quevillon, directeur du service de l'évaluation foncière, est présent par visioconférence et informe les membres des dernières activités du service, notamment quant à l'organisation du service, aux activités particulières, la mise à jour des rôles et revisite, la réforme du cadastre, la demande de révision et appel au T.A.Q. et l'équilibrage des rôles 2024-2025-2026.

CORRESPONDANCE DU SERVICE DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Aucune correspondance n'a été reçue.

SERVICE DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DU DIRECTEUR DE SERVICE

Mme Emmanuelle Marcil, directrice générale adjointe par intérim et directrice adjointe du service de l'aménagement du territoire, présente le rapport du directeur du service de gestion intégrée des ressources naturelles en son absence. Au cours du dernier mois, les principales activités du service ont porté sur :

- Préparation de la cinquante-troisième TGIRT Nord, le 16 mars;
- Préparation de la quarante et unième TGIRT Sud, le 29 mars;
- Préparation d'une rencontre du comité de travail sur les AIPL; le 23 mars
- Préparation d'une rencontre du comité faunique, au début avril;
- Planification de la consultation publique du PAFIO, prévue en mai;
- Rassemblement des commentaires et rédaction du rapport de la consultation publique du PAFIT;

- En continu : Participation aux comités ciblés et rencontres d'informations pour l'harmonisation des chantiers présentés aux TGIRT.

CORRESPONDANCE DU SERVICE DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES NATURELLES

Aucune correspondance n'a été reçue.

SERVICE DU PERSONNEL

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16501-03-23

EMBAUCHE D'UN TECHNICIEN EN ÉVALUATION FONCIÈRE, CLASSE IIM, POSTE OCCASIONNEL

ATTENDU la tenue du concours 23-EV-01 pour le poste de technicien en évaluation foncière, poste occasionnel à temps partiel;

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'embaucher M. Sylvain Racine afin de combler un poste occasionnel de technicien en évaluation foncière classe IIM, à temps partiel ou à raison de 21 heures par semaine, pour la période du 13 mars au 26 mai 2023, et ce, en conformité avec les dispositions de la convention collective présentement en vigueur à la MRC d'Antoine-Labelle.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16502-03-23

EMBAUCHE D'UN JOURNALIER SUR LE PARC LINÉAIRE, CLASSE II, POSTE OCCASIONNEL (POSTE #1)

ATTENDU la tenue du concours 23-AD-01 pour le poste de journalier sur le parc linéaire, poste occasionnel;

Il est proposé par Mme Colette Quevillon, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'embaucher M. Pierre Lamoureux afin de combler un poste occasionnel de journalier sur le parc linéaire classe II, à temps partiel, à raison d'approximativement 26 heures par semaine, pour une période approximative de 26 semaines, soit à compter du 24 avril 2023 et n'excédant pas 2 028 heures à la fin de la saison 2023, pour l'ensemble des employés du parc linéaire, et ce, en conformité avec les dispositions de la convention collective présentement en vigueur à la MRC d'Antoine-Labelle.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16503-03-23

EMBAUCHE D'UN JOURNALIER SUR LE PARC LINÉAIRE, CLASSE II, POSTE OCCASIONNEL (POSTE #2)

ATTENDU la tenue du concours 23-AD-01 pour le poste de journalier sur le parc linéaire, poste occasionnel à temps partiel;

Il est proposé par M. Yves Bélanger, appuyé par M. Denis Lacasse et résolu à l'unanimité d'embaucher M. Michel Lajeunesse afin de combler un poste occasionnel de journalier sur le parc linéaire classe II, à temps partiel, à raison d'approximativement 26 heures par semaine, pour une période approximative de 26 semaines, soit à compter du 24 avril 2023 et n'excédant pas 2 028 heures à la fin de la saison 2023, pour l'ensemble des employés du parc linéaire, et ce, en

conformité avec les dispositions de la convention collective présentement en vigueur à la MRC d'Antoine-Labelle.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16504-03-23

EMBAUCHE D'UNE AGENTE DE DÉVELOPPEMENT EN PATRIMOINE IMMOBILIER, POSTE OCCASIONNEL, CLASSE V

ATTENDU la tenue du concours 23-AD-03 pour le poste d'agente de développement en patrimoine immobilier, poste occasionnel;

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par M. Yves Bélanger et résolu à l'unanimité d'embaucher Mme Anne-Marie Wauthy afin de combler un poste occasionnel d'agente de développement en patrimoine immobilier, classe V, à temps complet ou à raison de 35 heures par semaine, pour une période de 12 mois, soit du 20 mars 2023 au 29 mars 2024, et ce, en conformité avec les dispositions de la convention collective présentement en vigueur à la MRC d'Antoine-Labelle.

ADOPTÉE

RÉSOLUTION MRC-
CA- 16505-03-23

EMBAUCHE D'UN INSPECTEUR ADJOINT DES BÂTIMENTS DES TERRITOIRES NON ORGANISÉS, POSTE OCCASIONNEL, CLASSE II

ATTENDU la tenue du concours 23-TNO-01 pour le poste d'inspecteur adjoint des bâtiments des territoires non organisés, poste occasionnel;

Il est proposé par M. Pierre Flamand, appuyé par Mme Colette Quevillon et résolu à l'unanimité d'embaucher M. Christian Boivin afin de combler un poste occasionnel d'inspecteur adjoint des bâtiments des territoires non organisés classe II, à temps complet ou à raison de 40 heures par semaine, pour une période de 26 semaines, soit du 24 avril 2023, et ce, en conformité avec les dispositions de la convention collective présentement en vigueur à la MRC d'Antoine-Labelle.

ADOPTÉE

PÉRIODE DE QUESTIONS DES CONTRIBUABLES

Aucun contribuable ne se manifeste.

LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, le préfet lève la séance. Il est 15 h 07.

Daniel Bourdon, préfet

Emmanuelle Marcil, directrice générale
adjointe par intérim et greffière-
trésorière adjointe par intérim